

Le Sens social et politique du Référendum local au Japon

HASEGAWA Ken

日本における住民投票の社会的・政治的意味

長谷川 憲

- 〔 I 〕 Introduction
- 〔 II 〕 Le sens social du référendum local
- 〔 III 〕 Le surpeuplement et le dépeuplement après l'année 1955
- 〔 IV 〕 La séparation entre l'habitat et la zone d'activité
- 〔 V 〕 Le retour du discredit et du détachement politique
- 〔 VI 〕 Conclusion

〔I〕 Introduction

A partir des années '80, le temps de la politique a paru passé puisque le taux de vote à l'élection diminuait généralement au Japon. Cependant, des années '90, dans le domaine du référendum local, les habitants commencent à s'exprimer. On se demande si la nouvelle opportunité de la politique débute. Il convient de réfléchir politiquement et socialement sur le sens de ce phénomène.

An niveaux de la politique locale, la montée du mouvement politique aux collectivités locales était à partir de seconde moitié des années '60 jusqu'à première moitié des années '70. A cette époque, la distorsion de grand accroissement économique s'est manifesté, le problème de pollution s'est aggravé, en plus le problème d'urbanisme s'est manifesté pour cause de la ruée de population et de la centralisation d'industrie dans la partie urbaine. Il a surgi, tous les coins du Japon, les maladies pour cause de pollution ; l'asthme à la zone du combinat, la maladie MINAMATA (hydrargyrisme) pour cause d'évacuation d'eau d'usine chimique de CHISSO MINAMATA, la maladie ITAÏ-ITAÏ(intoxication du cadmium) pour cause d'évacuation d'eau d'industrie minière, etc., et elles ont été considérées comme

le problème sérieux en même temps que le problème d'urbanisme. Le mouvement face au problème de pollution et à celui d'urbanisme s'est développé. En outre, le mouvement en vue de convertir la famille politique conservatrice en famille politique rénovatrice s'est développé tous les coins de pays en raison de choisir les collectivités locales comme le point d'appui du mouvement pour résoudre le problème. La formation des collectivités locales de la famille politique rénovatrice¹⁾ a apporté ses fruits dans le domaine d'administration du social et de régulation de pollution, etc., mais elles ont eu le problème des ressources financières à cause d'un mur de soi-disant "autonomie locale de 30%"²⁾. Des années '80, beaucoup de soi-disant les collectivités locales rénovatrices se transforment en collectivités locales type monter ensemble faisant la coalition de conservateur, centraliste et rénovateur sauf le parti communiste japonais (PCJ). L'apparition des collectivités locales type monter ensemble fait les arguments équivoques lors d'élection, et le taux de vote à l'élection au niveaux des collectivités locales est tombé comme celui de la politique nationale mentionnée ci-dessus.

Note

- 1) Après '55 jusqu'à '93, la famille politique conservatrice veut dire le parti libéral démocrate (PLD) et les conseillers et députés conservatrices non-appartenants, la famille politique rénovatrice veut dire le parti socialiste (PSJ), PCJ et les conseillers et députés rénovatrices non-appartenants, et la famille politique centraliste veut dire le parti démocrate-social (PDS), le Komēi-To et les conseillers et députés centralistes non-appartenants. Après '93 le changement et effondrement de parti politique a commencé comme le tableau ci-dessous.

Tableau de Ministère de coalition

- | |
|--|
| <p>(1) Ministère de HOSOKAWA Morihiro (8 parti ou groupe : le 9 août 1993~le 28 avril 1994)
Shinsei-To*, Shinto-Sakigaké*, Nihon-Shinto*, Komēi-To, PSJ, Parti Social-Démocrate (PSD), Shakaï-Minshu-Rengo (Groupe Démocrate-Social : GDS), Minshu-Kaikaku-Rengo (Groupe Rénovateur-Démocrate : GRD).</p> <p>(2) Ministère de HATA Tutomu (6 parti ou groupe et 2 parti hors de Ministère : le 28 avril 1994~le 30 juin 1994)
Shinsei-To*, Nihon-Shinto*, Parti libéral (PL)*, ex-Kaikaku-no-Kai*, PSD, Komēi-To, et Shinto-Sakigaké*, Shinto-Mirai*.</p> <p>(3) Ministère de MURAYAMA Tomiichi (3 parti : le 30 juin 1994~le 11 janvier 1996)
PLD, PSJ, Shinto-Sakigaké*.</p> <p>(4) Ministère de HASHIMOTO Ryutaro (1 parti et 2 parti hors de Ministère : le 11 janvier 1996~le 30 juillet 1998, mais Ministère de coalition était jusqu'à le 15 juin 1998)
PLD et PSJ, Shinto-Sakigaké*.</p> |
|--|

*signifie ex-PLD

- 2) Quant au ratio d'activité administrative réelle (quant à dépense), 63, 8% de celle-ci est exécuté par les communes (32, 5%) et les départements (31, 3%). et seulement 36, 2% de celle-ci est exécuté directement par l'État. Cependant, la taxe de l'État tient 62, 8% de recette des impôts, et la taxe locale pouvant être recette directe des communes (18, 7%) et départements (18, 5%) tient, le restant

seulement 37,2%. C'est-à-dire l'autonomie de 30%. Compte tenu des collectivités locales ayant besoin d'exécuter les activités administratives en comptant sur la subvention de l'État sans garantie financière suffisante, l'État intervient dans l'activité des collectivités locales et il les contrôle. C'est la réalité d'ingérence type à la japonaise. (Conférer. Statistique par professeur OHO Takéhiko d'Université de SHIMANE (MIYAMOTO Kenichi " Chihoujichi-no-Rékishi-to-Tenbo ", pp. 126-127..))

(II) Le sens social du référendum local

A la seconde moitié des années '80, on s'est aperçu qu'en raison d'apparition des problèmes nouveaux de pollution, le fruit du mouvement contre pollution, ou celui des collectivités locales du rénovateur des années '70 a été insuffisant. Le problème a été traité au niveau d'avancement de détruire l'environnement et la pollution dans le domaine micro, plus que les causes de pollution des années '70. On a commencé à faire remarquer que si la pollution d'environnement pour cause de la substance comme Deoxy et Trichloréthylène, produit la source d'endommager directement le corps humain et ADN (acide désoxyribonu cléique) comme le substance d'inciter la déformation ou le cancer une part, elle donne l'influence sur la balance d'hormone de créature comme "hormone d'environnement" et produit la source de donner l'influence sur la transmission autre part. Bien que la correction de ruée de population et de centralisation d'industrie, et la maîtrise de pollution aient paru avancé apparemment, en réalité la pollution était diluée et diffusés. A partir de seconde moitié des années '60 jusqu'aux années '70, les habitants à la partie urbaine se situent au centre du mouvement contre la pollution, mais elle est devenu le problème des habitants des localités de détruire l'environnement et de pollution. En particulier, l'installation des établissements liés à énergie nucléaire et des ceux du traitements des déchets industriels vers les localités dépeuplées a été reçu également comme le problème du choix entre la séculité de vie des habitants et l'amélioration des conditions de vie des habitants étant fait en conduisant les intérêts comme subvention etc. C'est ainsi que l'intérêt des habitants a été fortement élevé.

(III) Le surpeuplement et le dépeuplement après l'année 1955

La composition de la population au Japon s'est brusquement modifiée ainsi que la structure industrielle, à partir de 1955. C'est-à-dire qu'il y a une concentration de la population et de l'industrie dans la ville, et un dépeuplement de la campagne et du village de pêcheur, et une régression locale. Ce déséquilibre a favoriser l'émigration de la population vers trois grandes zones urbaines (Tokyo, Nagoya et Osaka), et finalement une

seule zone de Tokyo a connu une forte concentration de population.

En outre, on ne peut pas ignorer le changement surgi dans la collectivité locale à cette époque. À partir de 1884 selon les statistiques officielles, le nombre des villes, des bourgs, des bourgs, des villages, diminue constamment au Japon¹⁾. En outre, vers 1955 la diminution due à l'annexion des villes, des bourgs et des villages a été importante²⁾. À cette époque, comme il existait beaucoup de "villes annexées", la zone d'administration et la capacité administrative et financière se sont développées tout comme l'élargissement et le gigantisme de la collectivité locale.

Par conséquent, un changement est apparu dans la société locale soutenant l'autonomie de la collectivité locale. Dans la société locale, le sentiment communautaire étant très fort, le changement, jusqu'à aujourd'hui, s'est essentiellement effectué au niveau du mouvement de population. La solidarité a diminuée, à cause du nombre important d'habitants n'établissant pas leur domicile définitif, dans les grandes villes surpeuplées où toute activité, comme le travail, les études, faire des courses, les soins médicaux, les loisirs, etc., se situe lieu au-delà de la zone d'habitation. C'est pourquoi le rôle de la collectivité locale devient moins important parmi cette communauté urbaine.

Cette tendance se trouve également au village de campagne, montagne et pêcheur. À la campagne, à la montagne et à la plage à cause du dépeuplement, qui empêche le maintien de ces activités les habitants dépendent des petites villes avoisinantes, des villes moyennes et des grandes villes. Par conséquent, il se peut que même aujourd'hui la solidarité se renforce dans la société locale, malgré cela la dépendance des habitants envers la société locale a diminué, à cause de la séparation de l'habitat et de la zone d'activité.

Note

- 1) 71.497 (des villes 19, des bourgs 12.194, des villages 59.284 : 1883) ; 3.234 (des villes 663, des bourgs 1.994, des villages 577 : novembre 1994). Cf. Chihoujichinénkan/heisei 7 nén, 1995, pp. 495-498.
- 2) 9.868 (des villes 286, des bourgs 1.966, des villages 7.616 : octobre 1953) ; 3.975 (des villes 498, des bourgs 1.903, des villages 1.574 : septembre 1956) ; 3.866 (des villes 500, des bourgs 1.918, des villages 1.448 : avril 1957) ; Cf. op. cit., p. 496.

[IV] La séparation entre l'habitat et la zone d'activité

Dans l'état actuel de la société locale, beaucoup d'habitants forment aujourd'hui "la nouvelle couche moyenne" "devenant le salariat" sont obligés de dépendre d'une autre localité. En revanche, les habitants de "l'ancienne couche moyenne" en particulier les exploitants libres dépendent de leur lieu d'habitation. Et "l'ancienne couche moyenne"

s'ancrant et vivant dans une société locale se montre active étant donné que les chefs des collectivités locales et les conseillers généraux et municipaux sont les représentants des sociétés locales comme toujours avec "l'ancienne couche notable". Le problème se trouve dans la différence d'intérêts des deux parties. Pour l'exploitant libre fondant sa vie dans la localité, la collectivité locale représente son lieu de sa vie en même temps que l'objet important d'activité commerciale, et dans cette collectivité beaucoup d'attributions sont concentrées, comme l'autorisation, la reconnaissance, etc. En outre, l'échange quotidien est fait entre la collectivité locale et l'exploitant libre, par conséquent les intérêts communs se produisent souvent, et il est rare de voir surgir une opposition entre les intérêts, et c'est ainsi qu'elle s'occupe de position comme le parti de la majorité de la collectivité locale.

En revanche, pour les habitants étant quotidiennement éloignés d'activité dans la société locale, malgré leur position majoritaire parmi des habitants, la société locale est lieu d'une vie, mais l'occasion de s'exprimer son opinion est rare, et par conséquent, ils sont obligés de s'éloigner de la politique et de l'administration de la collectivité locale. Cette tendance est plus remarquable dans une grande ville où vivent des habitants étant séparés du lieu du lieu et du lien du sang. Et l'attitude de l'abstentionniste à l'élection du conseil de ville de Tokyo dernière fois¹⁾, peut expliquer non seulement par l'obscurité d'argument et d'axe d'opposition mais aussi par la situation politique ci-dessus. Les habitants qui ne se réclament d'aucun parti ne se désintéressent cependant pas de cet aspect, mais ils ne pourront pas poser leur candidature auprès de leur conseil, et même n'auront pas la possibilité d'exprimer leurs intérêts politiques. Les habitants subissant la séparation de l'habitat et du domaine d'activités peuvent s'exprimer grâce au référendum local, et cela peut avoir non seulement le sens d'une réhabilitation politique dans la société locale mais aussi permet à cette occasion de résoudre la contradiction mutuelle surgissant entre les chefs de la collectivité locale et les conseils, ou entre eux²⁾.

Note

- 1) Le taux de l'élection générale de la ville de Tokyo a été 40, 8%. (le 6 juillet 1997)
- 2) Le taux du vote du référendum local en série commencé par celui de bourg de Maki s'est tout élevé très haut, et le résultat du vote a également montré le taux dépassant la majorité absolue. (cf. HASEGAWA Ken, "L'État actuel et le Problème juridique du Référendum local au Japon", Université Kogakuin Kenkyuronso N° 36- (1), octobre 1998, p. 17.)

[V] Retour du discredit et du détachement politique

Au Japon, l'autonomie des habitants peut s'exercer en organisant les réunions entre

habitants des enquêtes d'opinion publique, des commission de représentants des habitants, etc., les élections, la demande directe, la pétition, les experts, etc., étant jusqu'à présent prescrits dans la loi sur l'autonomie de la collectivité locale. Les années 1970, en particulier, l'engagement des habitants à chaque service de la collectivité locale comme la politique du projet d'urbanisme, la politique du verdissement, etc., en coopérant avec le mouvement rénovateur de la collectivité locale, a permis l'activation de la collectivité locale. Nonobstant, dans la régression du mouvement rénovateur de celle-ci, le système de participation des habitants a joué, quelque fois, le rôle "la feuille du figuier" à l'égard des habitants et du conseil général et municipal, par le chef de la collectivité locale. C'est parce que, dans les années '80, à la ville de Zushi et au bourg de Kubokawa, s'est réalisé le référendum local pour prendre la décision de vote à l'égard du jugement politique en utilisant le système de la révocation.

En outre, on peut prévoir l'augmentation du " référendum local " du modèle de " décision du vote ". Bien que le détachement entre les habitants pouvant être les conseillers généraux et municipaux et les habitants ordinaires se soit produit, comme ci-dessus, il est en réalité difficile dans la situation actuelle d'exercer la fonction de conseiller général et municipal ou d'assister au conseil pour les habitants ordinaires. En outre, quant à la politique générale dans la collectivité locale, à cause de même l'attitude ou presque même, il est difficile de sélectionner des chefs ou des conseillers des collectivités locales. Par conséquent, dans le cas ci-dessus, relatif aux problèmes quotidiens et graves comme l'installation de la centrale nucléaire, l'installation d'équipements du traitement des déchets industriels, les modèles typiques mentionnés ci-dessus, on peut espérer une mesure favorisant la volonté commune des habitants de la société locale par l'utilisation du " référendum local décisif ".

[VI] Conclusion

Il semble, en effet, que les habitants essaient le référendum local comme le moyen de tirer la conclusion face à l'opposition incohérente. Deux raisons sont en outre comptées pour que le référendum local soit positivement utilisé. En premier lieu, en cas de l'opposition entre les habitants et le conseil de la commune ou le maire de la commune précitée, c'est pour exprimer clairement la volonté des habitants et pour l'utiliser en vue de prendre le jugement. En seconde lieu, en cas d'article n'appartenant pas aux attributions des communes comme l'autorisation de installer l'établissement du traitement des déchets industriels, les collectivités locales donnent la pression politique au travers de manifesta-

tion précise des habitants à l'égard du jugement sur l'article appartenant aux attributions de l'État ou du département. Il paraît important, à cet égard, que les trois référendums locaux faits l'année courante, tous ont eu le taux de vote élevé et ils ont monté la volonté des habitants contre l'installation de l'établissement du traitement des déchets industriels.

Il est question que la participation des habitants recherchée des années '70 n'était que la participation formelle comme la réunion pour dialogue, etc., et si l'essai du référendum local de la dernière reprise peut concrétiser, ou il finit par rendre formellement comme avant. Il semble que, concernant le problème de la vie et d'existence, les habitants souhaitent leur participation comme sujet au lieu de simple objet.

(Département d'éducation générale, Professeur adjoint, HASEGAWA Ken,
Droit constitutionnel)